

Guide utilisateur

INNEO DAF

Sommaire

Les premiers pas dans INNEO

- [Se connecter rapidement](#) 4
- [Administrer votre newsletter](#) 5
- [Le contenu de votre abonnement](#) 6

Devenir opérationnel rapidement

- [La page d'accueil](#) 8
- [L'actualité](#) 9
- [Les revues](#) 11
- [La recherche](#) 13
- [Exploiter la liste de résultats](#) 14
- [Les Mémentos](#) 15
- [Les outils d'exploitation](#) 18
- [Rédiger un acte-type](#) 19
- [L'espace utilisateur](#) 22
- [Votre documentation](#) 23
- [Historiques et travaux](#) 25

Vous accompagner au quotidien

- [Espace Assistance](#) 27
- [Une question ?](#) 28



Les premiers pas dans INNEO

- Se connecter rapidement
- Administrer votre newsletter
- Le contenu de votre abonnement



Se connecter rapidement

L'accès à INNEO s'effectue depuis <https://inneodaf.eff.fr> . Saisir **votre login** et **votre mot de passe**.

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE
Lefebvre Dalloz

ESPACE ABONNÉS

Tous vos produits
en un seul accès

Pour accéder à votre abonnement multi-utilisateurs, merci de saisir votre login puis identifiant vous permettant d'utiliser votre espace personnel (dossiers, notes, alertes...) :

Connectez-vous

Si vous n'avez pas encore d'identifiant (première connexion), vous devez le créer ci-dessous.
Si vous disposez par ailleurs d'un abonnement individuel, vous pouvez y accéder ici.

Login

Identifiant

Mémoriser mes codes d'accès

CONNEXION ✓

Login oublié ?

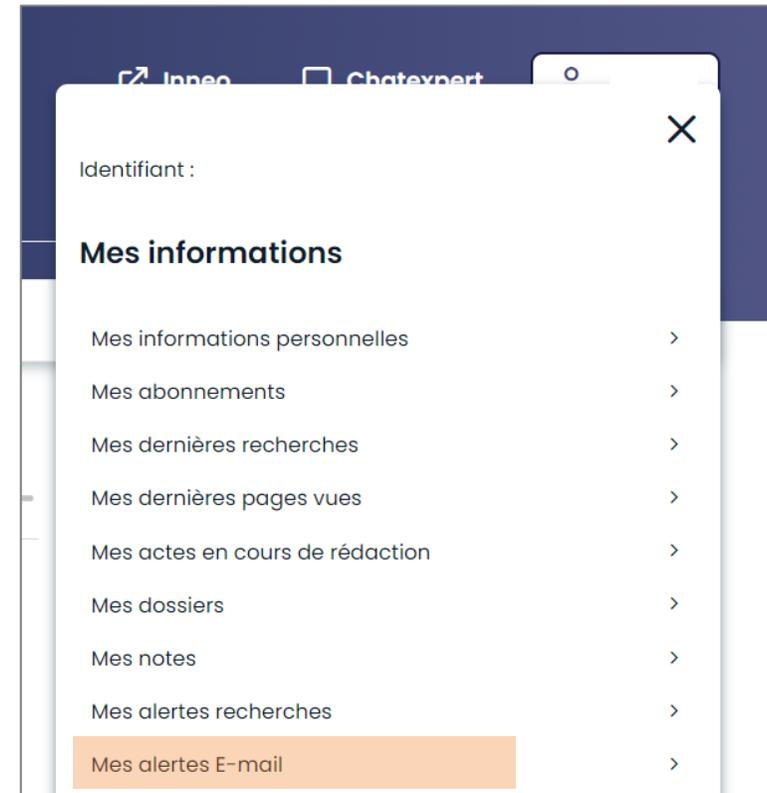
ASTUCES

Ajouter ce lien à vos favoris pour y accéder plus rapidement.

Cocher la case « mémoriser » pour ne pas avoir à ressaisir vos identifiants à la prochaine connexion.

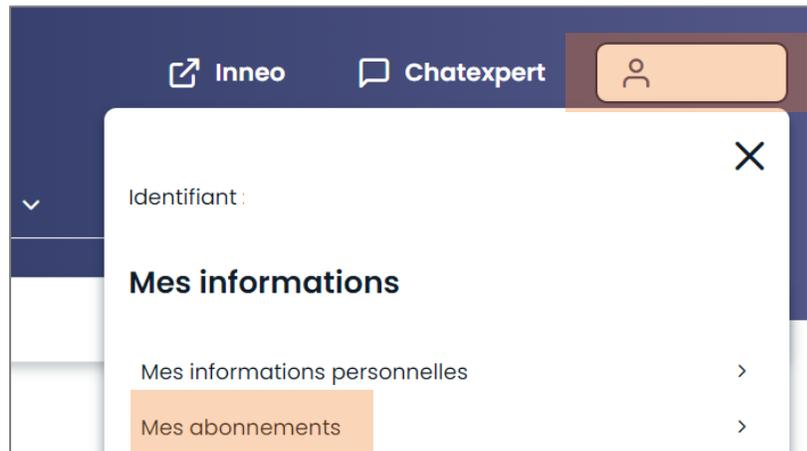
Administrer votre newsletter

Depuis votre espace utilisateur, cliquer sur « **Mes alertes E-mail** » pour paramétrer la réception de votre newsletter.



Le contenu de votre abonnement

Depuis « **Mon espace utilisateur** » en haut à droite, visualiser **vos identifiants, vos informations personnelles et vos abonnements**.



Mon compte

Mes identifiants | Mes informations personnelles | **Mes abonnements**

1 2 3 4 5 > »

Produit	Nombre d'utilisateurs	Date de fin d'abonnement	Statut de l'abonnement
		20/01/2024	Actif
		20/01/2024	Actif

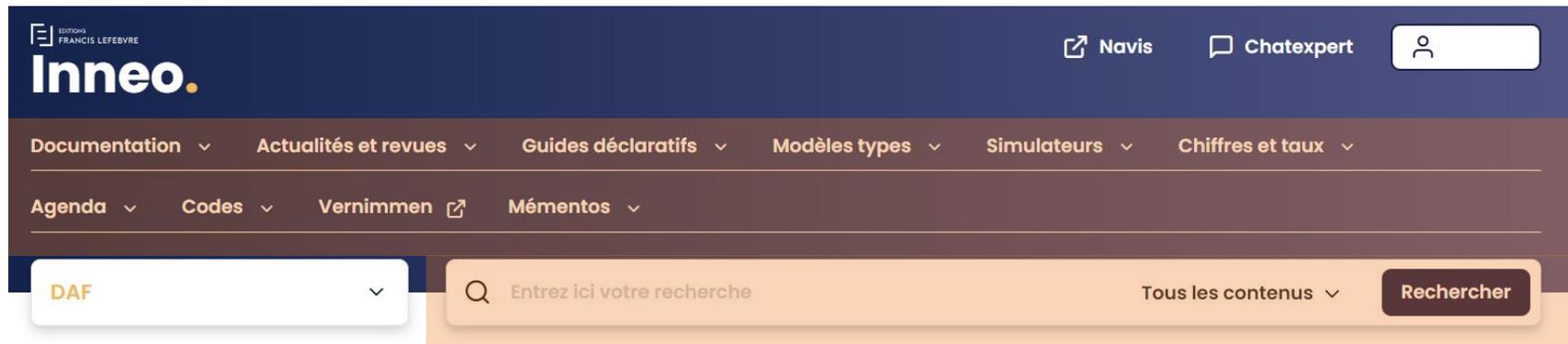
Devenir opérationnel rapidement

- La page d'accueil
- L'actualité
- Les revues
- La recherche simple
- Exploiter la liste de résultats
- Les Mémentos
- Les outils d'exploitation
- Rédiger un acte-type
- L'espace utilisateur
- Vos missions
- Historiques et travaux



La page d'accueil

Retrouvez sur la page d'accueil l'intégralité de vos ressources documentaires soit via le menu, soit via la recherche.



L'actualité

Retrouver vos actualités soit via **la partie centrale** de la page d'accueil soit via **la barre de menu**.

The screenshot displays the Inneo website interface. At the top, the logo 'Inneo.' is visible, along with navigation links for 'Navis', 'Chatexpert', and a user profile icon. Below the logo, a horizontal menu contains several categories: 'Documentation', 'Actualités et revues' (highlighted), 'Guides déclaratifs', 'Modèles types', 'Simulateurs', and 'Chiffres et taux'. A secondary menu below includes 'Agenda', 'Codes', 'Vernimmen', and 'Mémentos'. A search bar is present with the placeholder text 'Entrez ici votre recherche' and a 'Rechercher' button. The main content area features a list of news articles. The first article is titled 'Opter dans le délai de réclamation pour les dispositifs de déduction exceptionnelle est possible' and is dated 29/01/2024. The second article is 'Bail commercial : effet du congé avec offre de renouvellement à des clauses différentes', also dated 29/01/2024. Below these, there are two smaller articles: 'Guichet unique des entreprises : une nouvelle procédure de secours pour 2024' (dated 29/01/2024) and 'Prêt d'une SARL à son gérant annulé : l'action en responsabilité contre lui se prescrit par trois ans' (dated 26/01/2024). A link 'Voir toutes les actualités' is located at the bottom right of the article list. On the right side of the page, a vertical navigation menu lists various topics: 'FINANCE ET TRÉSORERIE D'ENTREPRISE', 'Diagnostic financier', 'Investisseurs et logique de marché', 'Valeur', 'Structure financière de l'entreprise', 'Gestion de trésorerie', 'Politique de distribution', 'Mise en œuvre de la politique de distribution', 'Politique d'endettement', 'Gestion des risques', 'Gestion du BFR', 'GESTION COMPTABLE', 'PERFORMANCE FISCALE', 'TVA', and 'CONSOLIDATION'.

L'actualité

Vos actualités sont accessibles en intégralité via la barre de menu, utiliser **les filtres de la partie gauche pour affiner par types, période, ou thématiques.**

The screenshot displays the Inneo website interface. At the top, there is a navigation bar with the Inneo logo and several menu items: 'Documentation', 'Actualités et revues' (highlighted), 'Guides déclaratifs', 'Modèles types', 'Simulateurs', and 'Chiffres et taux'. Below this, there is a search bar with the placeholder text 'Entrez ici votre recherche' and a 'Rechercher' button. The main content area is titled 'Liste des actualités' and features a sidebar with filters. The filters include 'Tous les types', 'Dates' (with 'Choisir une période' and 'Du'/'Au' date pickers), and 'Thèmes' (with checkboxes for 'Masse salariale et IRP (142)', 'Vie juridique de l'entreprise (112)', and 'Performance fiscale (73)'). The main content area lists three news items, each with a date, a title, a brief description, and a link to the full article.

07/02/2024 Dossiers d'actualité
Une sélection de décisions de cours d'appel en matière sociale (n° 2/24)
Nous vous proposons une sélection de décisions récentes de cours d'appel en matière de droit du travail.

07/02/2024 Fil d'info
La Cnil inflige 32 millions d'euros d'amende à Amazon pour son système de surveillance des salariés
Dans une délibération du 27 décembre 2023, la Cnil sanctionne Amazon France Logistique d'une amende de 32 millions d'euros pour avoir mis en place un système de surveillance de l'activité et des performances des salariés excessivement intrusif via des boîtiers de scan. La société est également sanctionnée pour son dispositif de vidéosurveillance sans information et insuffisamment sécurisée.

06/02/2024 Fil d'info
Deux procédures de licenciement économique peuvent être menées de front dans une UES
L'existence d'une unité économique et sociale à laquelle appartiennent deux sociétés ne fait pas obstacle à ce que des projets de réorganisation de chacune des sociétés motivés, pour le premier, par une cessation anticipée d'activité, pour le second, par la nécessité de sauvegarder la compétitivité de l'entreprise, soient conduits de façon concomitante.
[CE 4e-1e ch. 29-12-2023 n° 463794, CSE de l'UES L'Équipe](#)

Les revues

Vos revues sont accessibles via la barre de menu. Vous retrouverez en fonction de votre documentation et de vos options : le **Feuillelet Rapide Fiscal Social**, la revue **Alertes & Conseils Paie et Finance & Gestion**.



The screenshot shows the Inneo website interface. The top navigation bar includes the Inneo logo (with 'BIJOUX FRANCIS LEFEBVRE' above it), 'Navis', 'Chatexpert', and a user profile icon. Below this is a secondary menu with items: 'Documentation', 'Actualités et revues' (highlighted), 'Guides déclaratifs', 'Modèles types', 'Simulateurs', and 'Chiffres et taux'. A third menu below that includes 'Agenda', 'Codes', 'Vernimmen', and 'Mémentos'. The main content area is titled 'Actualités et revues' and contains a grid of links. The 'Actualités' section has a 'Revues' link. The 'Finance & Gestion' section has links for 'Feuillelet Rapide Fiscal Social' and 'Alertes & Conseils Gestion Finance'. A year-based navigation shows '2024' selected, with '1er trimestre 2024' also highlighted. To the right, there is a list of documents: 'Table FR n° 1 à 5', 'FR 6/24 (paru le 1/02/2024)', 'FR 5/24 (paru le 25/01/2024)', 'FR 4/24 (paru le 18/01/2024)', 'FR 3/24 (paru le 11/01/2024)', and 'FR 2/24 (Spécial Loi de finances pour 2024 : paru le 4/01/2024)'. Each document link has a document icon to its right.

Les revues

Deux formats de consultation sont disponibles : le format numérique ou le format PDF. Pour accéder au PDF de la revue, cliquer sur le pictogramme 

Feuille Rapide Fiscal Social



Sommaire x	<h3>ENREGISTREMENT</h3> <h4>4 Dutreil : cession des titres reçus en cours d'engagement collectif</h4> <p>Cass. com. 29-11-2023 n° 21-25.329 FB</p> <p>L'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit des transmissions de parts ou actions de société ayant fait l'objet d'un engagement collectif de conservation (ou pacte Dutreil) est notamment subordonnée au respect d'un engagement individuel de conservation des titres pris par chacun des donataires, héritiers ou légataires (CGI art. 787 B).</p> <p>Par une décision du 29 novembre 2023, la Cour de cassation souligne que, si cet engagement individuel court à compter du terme de l'engagement collectif, il est pris par le donataire (héritier ou légataire) au moment de la transmission des titres. Elle en déduit que la cession des titres reçus durant l'engagement collectif de conservation, fût-ce au profit d'un associé lié par cet engagement, rend impossible le respect de cet engagement individuel. L'exonération partielle dont le cédant a bénéficié est par suite remise en cause.</p> <p>À noter</p> <p>Depuis 2019, l'article 787 B, e ter du CGI autorise la cession d'une partie des titres reçus à un autre associé signataire de l'engagement collectif (ou à l'un de ses ayants cause à titre gratuit : BOI-ENR-DMTG-10-20-40-20 n° 50 : ENR-X-45460). Dans ce cas, l'exonération partielle n'est remise en cause qu'à hauteur des seuls titres cédés.</p> <p>ENR-X-45300 s. ; MF n° 68090 s.</p> <p>(c) 2023 Editions Francis Lefebvre</p>
-------------------	---



La recherche

La **recherche** porte sur toute votre documentation disponible dans le périmètre de votre abonnement.

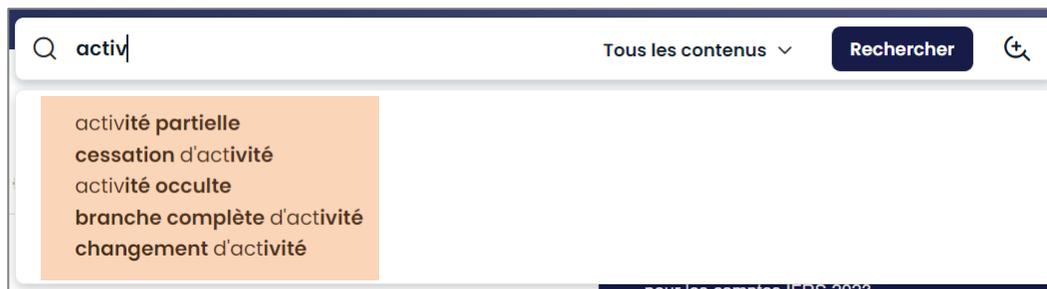
La recherche est réalisée en saisissant les mots ou expressions recherchés dans la zone de saisie.



The search bar features a magnifying glass icon on the left, followed by the placeholder text "Entrez ici votre recherche". To the right of the input field is a dropdown menu labeled "Tous les contenus" with a downward arrow. Further right is a dark blue button with the text "Rechercher" in white. On the far right of the search bar is a small orange square icon containing a magnifying glass with a plus sign.

Accéder à la recherche avancée

Effectuer une recherche en ciblant un contenu précis.



The search bar shows the text "activ" entered in the input field. The dropdown menu is open, displaying a list of suggestions: "activité partielle", "cessation d'activité", "activité occulte", "branche complète d'activité", and "changement d'activité". The search bar also includes the "Tous les contenus" dropdown, the "Rechercher" button, and the advanced search icon.

ASTUCES

Mettre entre guillemets pour trouver une expression exacte (« don manuel »).

Saisir le début du mot et ajouter une * accolée pour que le moteur de recherche complète la fin du mot (**recuper*** -> récupérable, récupération, récupérer...).

Exploiter la liste de résultats

Les résultats sont classés par type de **documentation ou sources officielles** et par ordre de pertinence. A pertinence égale, la priorité est donnée à l'affichage de la documentation de base où les réponses apparaissent dans le titre.

► RÉSULTATS DE RECHERCHE

DANS VOS DOCUMENTS [E]

ET AUSSI DANS VOS MÉMENTOS ET REVUES [E]

Affinez votre recherche

20 résultats par page

Filtrer par type de document

- Documentation (1905)
- Modèles types (100)
- Actualités (798)
- Codes (1684)
- Guides déclaratifs (1051)
- Conventions collectives (11284)

Filtrer vos actualités par date

Choisir une période

Du

Missions Sociales - Synthèse
CDD et contrats particuliers > Détachés et expatriés
Loi applicable au contrat de travail > Règlement « Rome I » > Domaine de la loi applicable
S'agissant des règles de forme, un contrat conclu entre des personnes se trouvant dans un même pays lors de sa conclusion est valable s'il satisfait aux conditions de forme de la loi régissant le contrat au fond ou de la loi du pays dans lequel il a été conclu.
Voir le résultat dans le sommaire

Missions Sociales - Synthèse
Protection sociale > Assujettissement à la sécurité sociale
Assujettissement des salariés et assimilés > Professions visées par la loi
CSS art. L 311-3 § L' article L 311-3 du CSS énumère un certain nombre de personnes affiliées obligatoirement au régime des salariés (assurances sociales), même si elles ne sont pas occupées dans l'établissement de l'employeur, possèdent tout ou partie de l'outillage nécessaire à leur travail et sont...
Voir le résultat dans le sommaire

Filtrer les réponses
par matières, documents, date
ou étendre la recherche dans les
archives.

Les Mémentos

Vous disposez de **trois modes de consultation** pour votre documentation.

The screenshot displays the 'Mémentos' section of the Inneo website. The navigation bar at the top contains the following items: 'Documentation', 'Actualités et revues', 'Guides déclaratifs', 'Modèles types', 'Simulateurs', 'Agenda', 'Codes', 'Vernimmen', and 'Mémentos'. The main content area is titled 'Mémentos' and features two prominent cards. The left card is for 'MÉMENTO COMPTABLE 2024' and the right card is for 'MÉMENTO FISCAL 2023'. Both cards include a 'Table Alpha' section with a search input field labeled 'Aller au paragraphe n°' and an 'OK' button.

1. Ouvrir le Mémento dans son intégralité en **cliquant sur son titre**.
2. Parcourir la table alpha et **consulter par mots-clés**.
3. Consulter par **numéro de paragraphe**.

Les Mémentos

ACCUEIL > Documentation : Mémentos > Mémento Fiscal 2023

Mémento Fiscal 2023

Sommaire

- ABC Accés à la Table alpha
- Présentation et mode d'emploi
- Principales nouveautés
- Principales abréviations
- PARTIE 1 Impôt sur le revenu
- PARTIE 2 Impôts sur les bénéfices des sociétés**
 - CHAPITRE 1 Sociétés relevant de l'impôt sur les sociétés
 - CHAPITRE 2 Sociétés de personnes et assimilées
 - CHAPITRE 3 Transformations de sociétés, changements d'activité ou de régime fiscal
 - CHAPITRE 4 Régime spécial des fusions de sociétés et opérations assimilées
 - CHAPITRE 5 Groupes de sociétés
- PARTIE 3 Impôts directs locaux
- PARTIE 4 Taxe sur la valeur ajoutée
- PARTIE 5 Droits d'enregistrement
- PARTIE 6 Impôt sur la fortune immobilière
- PARTIE 7 Taxes diverses
- PARTIE 8 Dispositions communes
- PARTIE 9 Régimes spéciaux
- PARTIE 10 Dossiers thématiques
- Annexes

PARTIE 2 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS

35500 Sur le plan fiscal, deux grandes catégories de sociétés doivent être distinguées :
- les sociétés de capitaux, et personnes morales assimilées, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés (n° 35550 s.);
- les sociétés de personnes...

CHAPITRE 1 Sociétés relevant de l'impôt sur les sociétés

35550 L'impôt sur les sociétés des sociétés de capitaux et des personnes morales assimilées. Ce régime s'applique par la suite (report à nouveau) à certaines personnes morales. Lorsque les bénéfices sont répartis, les capitaux mobiliers correspondent à l'impôt sur les sociétés.

Remarque : un entrepreneur individuel peut opter pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

A. Champ d'application de l'IS

Table Alpha : TABLE MÉMENTO FISCAL 2023

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
Licenciement	Liquidation	Litige	Livraison	Livre	Livre de paie																				

ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE - [Espace abon...]

inneoentreprise.efl.fr/EFL2/DOCUMENT/GOTO/docume...

Aller à

Mémento Fiscal 2023

Saisissez le n° de paragraphe :

1
10
100
300
325
330
335
340
345
355

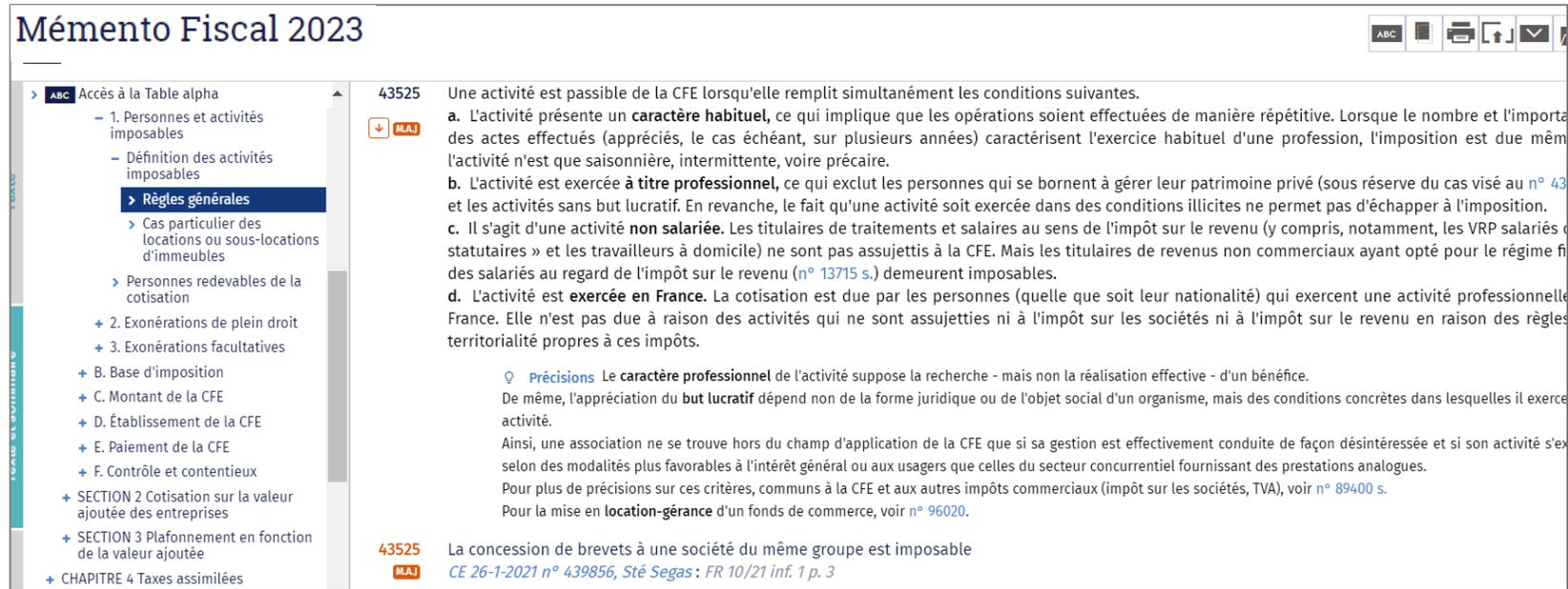
Annuler Valider

« Aller à » permet d'accéder directement au numéro de paragraphe souhaité

Table alpha permet d'ouvrir l'index alphabétique de l'ouvrage

Les Mémentos

- Votre documentation est **constamment mise à jour** au fil de nos revues : elle est symbolisée par  , il vous suffit de **cliquer sur la flèche** pour aller au paragraphe mis à jour  . Le lien présent en fin de paragraphe met à jour celui-ci.
- Votre documentation est émaillée de **liens internes et externes**, pour approfondir votre lecture, comme dans l'exemple ci-dessous. Vous retrouvez des **liens vers la documentation experte, vers le code du travail ou encore de la jurisprudence**.



Mémento Fiscal 2023

ABC Accès à la Table alpha

- 1. Personnes et activités imposables
 - Définition des activités imposables
 - > Règles générales
 - > Cas particulier des locations ou sous-locations d'immeubles
 - > Personnes redevables de la cotisation
- + 2. Exonérations de plein droit
- + 3. Exonérations facultatives
- + B. Base d'imposition
- + C. Montant de la CFE
- + D. Établissement de la CFE
- + E. Paiement de la CFE
- + F. Contrôle et contentieux
- + SECTION 2 Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
- + SECTION 3 Plafonnement en fonction de la valeur ajoutée
- + CHAPITRE 4 Taxes assimilées

43525 Une activité est passible de la CFE lorsqu'elle remplit simultanément les conditions suivantes.

 a. L'activité présente un **caractère habituel**, ce qui implique que les opérations soient effectuées de manière répétitive. Lorsque le nombre et l'importance des actes effectués (appréciés, le cas échéant, sur plusieurs années) caractérisent l'exercice habituel d'une profession, l'imposition est due même si l'activité n'est que saisonnière, intermittente, voire précaire.

b. L'activité est exercée à **titre professionnel**, ce qui exclut les personnes qui se bornent à gérer leur patrimoine privé (sous réserve du cas visé au n° 43525) et les activités sans but lucratif. En revanche, le fait qu'une activité soit exercée dans des conditions illicites ne permet pas d'échapper à l'imposition.

c. Il s'agit d'une activité **non salariée**. Les titulaires de traitements et salaires au sens de l'impôt sur le revenu (y compris, notamment, les VRP salariés et les titulaires de fonctions statutaires) et les travailleurs à domicile ne sont pas assujettis à la CFE. Mais les titulaires de revenus non commerciaux ayant opté pour le régime fiscal des salariés au regard de l'impôt sur le revenu (n° 13715 s.) demeurent imposables.

d. L'activité est exercée en **France**. La cotisation est due par les personnes (quelle que soit leur nationalité) qui exercent une activité professionnelle en France. Elle n'est pas due à raison des activités qui ne sont assujetties ni à l'impôt sur les sociétés ni à l'impôt sur le revenu en raison des règles de territorialité propres à ces impôts.

 **Précisions** Le **caractère professionnel** de l'activité suppose la recherche - mais non la réalisation effective - d'un bénéfice. De même, l'appréciation du **but lucratif** dépend non de la forme juridique ou de l'objet social d'un organisme, mais des conditions concrètes dans lesquelles il exerce son activité. Ainsi, une association ne se trouve hors du champ d'application de la CFE que si sa gestion est effectivement conduite de façon désintéressée et si son activité s'exerce selon des modalités plus favorables à l'intérêt général ou aux usagers que celles du secteur concurrentiel fournissant des prestations analogues. Pour plus de précisions sur ces critères, communs à la CFE et aux autres impôts commerciaux (impôt sur les sociétés, TVA), voir n° 89400 s. Pour la mise en **location-gérance** d'un fonds de commerce, voir n° 96020.

43525 La concession de brevets à une société du même groupe est imposable
 CE 26-1-2021 n° 439856, *Sté Segas* : FR 10/21 inf. 1 p. 3

Les outils d'exploitation

Les documents peuvent être imprimés, exportés ou adressés par mail. Dans ce dernier cas, le destinataire reçoit un lien vers le paragraphe de l'ouvrage qu'il pourra lire s'il bénéficie d'un abonnement EFL.



Imprimer la page ou partie du document en cochant votre sélection



Exporter le document dans votre logiciel de traitement de texte pour le retravailler



Collaborer en envoyant la page à un collègue pour lui demander un avis

Rédiger un acte-type

Vous pouvez accéder aux **formulaires** soit par la **barre de menu**, soit via la recherche.

The screenshot shows the Inneo website interface. The top navigation bar includes the Inneo logo, 'Navis', 'Chatexpert', and a user profile 'Cohen'. The main menu has categories like 'Documentation', 'Actualités et revues', 'Guides déclaratifs', 'Modèles types' (highlighted), 'Simulateurs', and 'Chiffres et taux'. Below the main menu, there are sub-categories like 'Agenda', 'Codes', 'Vernimmen', and 'Mémentos'. The 'Modèles types' section is expanded, showing various legal topics such as 'Performance fiscale', 'Bénéfices industriels et commerciaux', 'TVA et contributions indirectes', 'Impôt sur les sociétés', 'Finance et trésorerie d'entreprise', 'Transmission d'entreprises', 'Dirigeants et conventions réglementées', 'Cotisation foncière des entreprises', and 'Vie juridique de l'entreprise'. A search bar is visible at the bottom left, with the text 'Entrez ici votre recherche' and a 'Rechercher' button. The search results show 'Tous les contenus', 'Documentation', and 'Modèles types' (selected). The 'Modèles types' section is further detailed, showing a 'Contrat de travail (modèle de base)' with a 'RÉDIGER' button and a 'Pour en savoir plus' section. The 'Attention' section contains a warning: 'Certaines conventions collectives ou accords collectifs réglementent en tout ou partie le contenu du contrat de travail. Si tel est le cas, le formulaire proposé devra être adapté.' The 'CONTRAT DE TRAVAIL' section includes the text: 'Entre les soussignés : La Société "Dénomination sociale", "Forme de la Société", au capital de "Montant" euros située "Adresse de l'employeur", représentée par [Mme] [M.] "Prénom et Nom du représentant de l'employeur", agissant en qualité de "Qualité du représentant de l'employeur".'

Cliquer sur l'onglet « **rédiger** » pour ouvrir l'outil de rédaction.

Rédiger un acte-type

1^{er} mode de rédaction « la saisie dans l'acte » : la vue d'ensemble de l'acte sélectionné s'affiche en plein écran et la rédaction de votre acte est assistée. Des champs de saisie sont proposés afin de procéder à sa personnalisation.

COMPROMIS DE CESSION DE DROIT AU BAIL SOUS CONDITIONS SUSPENSIVES

Menu

CHOISISSEZ VOTRE MODE DE RÉDACTION

Mode questionnaire rapide / Mode saisie dans l'acte

COMPROMIS DE CESSION DE DROIT AU BAIL SOUS CONDITIONS SUSPENSIVES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

- Si le Cédant est une personne physique
- Si le Cédant est une indivision (autre que PACS)
- Si le Cédant est une personne morale

Ci-après Sélectionner le « Cédant »

D'UNE PART,

ET

- Si le Cessionnaire est une personne physique
- Si le Cessionnaire est une indivision (autre que PACS)
- Si le Cessionnaire est une personne morale

Ci-après Sélectionner le « Cessionnaire »

D'AUTRE PART,

TERMINOLOGIE

Pour la compréhension et la simplification de certains termes utilisés aux présentes, il est préalablement déterminé ce qui suit :

- « Le Bail » désignera le contrat conférant la jouissance des locaux désignés et les droits y attachés, soumis aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code de commerce, objet des présentes,
- « Le Droit au Bail » désignera les droits et obligations liés au Bail, objet de la présente cession.
- « Les Locaux » désigneront les lieux loués en vertu du Bail,

Outils d'exploitation de votre acte :

- Effacer et revenir à zéro
- Imprimer
- Exporter sous Word pour personnaliser votre acte
- Sauvegarder pour retrouver votre acte dans votre tableau de bord.

Personnaliser votre acte en fonction de la situation **via les switches et les cases.**

Rédiger un acte-type

2^{ème} mode de rédaction « le questionnaire rapide » : la partie gauche est à compléter. Vous rédigez votre acte en répondant au questionnaire et sur la partie droite, votre acte se construit dynamiquement au fur et à mesure pour vous permettre de visualiser le résultat. **Remarque** : Les données saisies en « mode saisie dans l'acte » sont reprises automatiquement en « mode questionnaire rapide ».

Travail sauvegardé

Une **sauvegarde automatique** est effectuée lors de la fermeture de la fenêtre de rédaction.
Récupérer le document dans « **Mes historiques et mes travaux** »

COMPROMIS DE CESSION DE DROIT AU BAIL SOUS CONDITIONS SUSPENSIVES

Menu

CHOISISSEZ VOTRE MODE DE RÉDACTION

Mode questionnaire rapide

Mode saisie dans l'acte

1

Cédant

Étape suivante

COMPROMIS DE CESSION DE DROIT AU BAIL SOUS CONDITIONS SUSPENSIVES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Ci-après le « Cédant »

D'UNE PART,

ET

Ci-après le « Cessionnaire »

D'AUTRE PART,

TERMINOLOGIE

Pour la compréhension et la simplification de certains termes utilisés aux présentes, il est préalablement déterminé ce qui suit :

- « Le Bail » désignera le contrat conférant la jouissance des locaux désignés et les droits y attachés, soumis aux dispositions des articles L. 145-1 et suivants du Code de commerce, objet des présentes.
- « Le Droit au Bail » désignera les droits et obligations liés au Bail, objet de la présente cession.
- « Les Locaux » désigneront les lieux loués en vertu du Bail.

De manière liminaire, les Parties déclarent et reconnaissent que la phase précontractuelle au cours de laquelle ont eu lieu les échanges et négociations entre elles, a été conduite de bonne foi et chacune des Parties reconnaît avoir bénéficié, durant cette phase, de toutes les informations nécessaires et utiles pour lui permettre de s'engager en toute connaissance de cause, tant à l'occasion des présentes que lors de la réalisation de la cession si elle se réalise.

Chacune des Parties déclare avoir communiqué toute information susceptible de déterminer le consentement de l'autre Partie et qu'elle ne possède rien de contraire.

Chacune des Parties déclare avoir reçu communication de tous les éléments demandés, de toutes les informations sollicitées auprès de l'autre Partie et avoir pris connaissance et examiné toute pièce utile.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Cession de droit au bail

Par les présentes, le Cédant, cède sous les conditions ordinaires de droit et de fait en pleine matière et aux conditions exposées ci-après, au Cessionnaire, qui accepte, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives indiquées ci-dessous, tous les droits pour le temps restant à cours au bail de [Date], ci-après énoncé.

Le Cessionnaire déclare bien connaître les Locaux pour les avoir visités en vue de la présente cession.

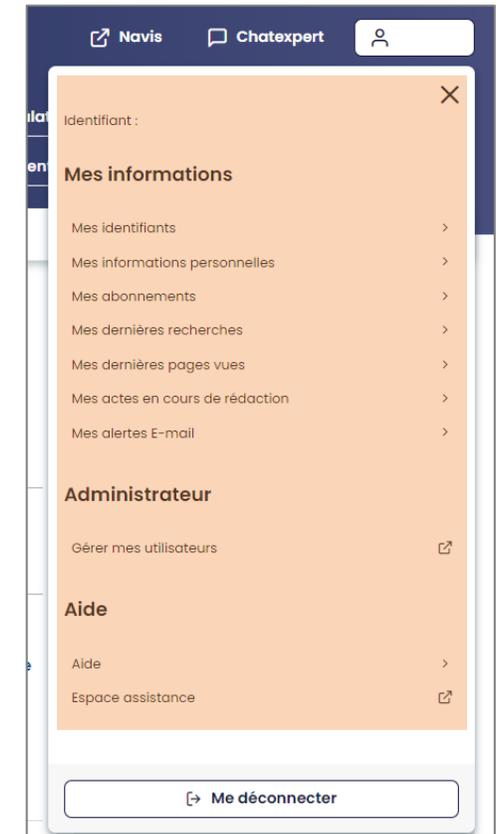
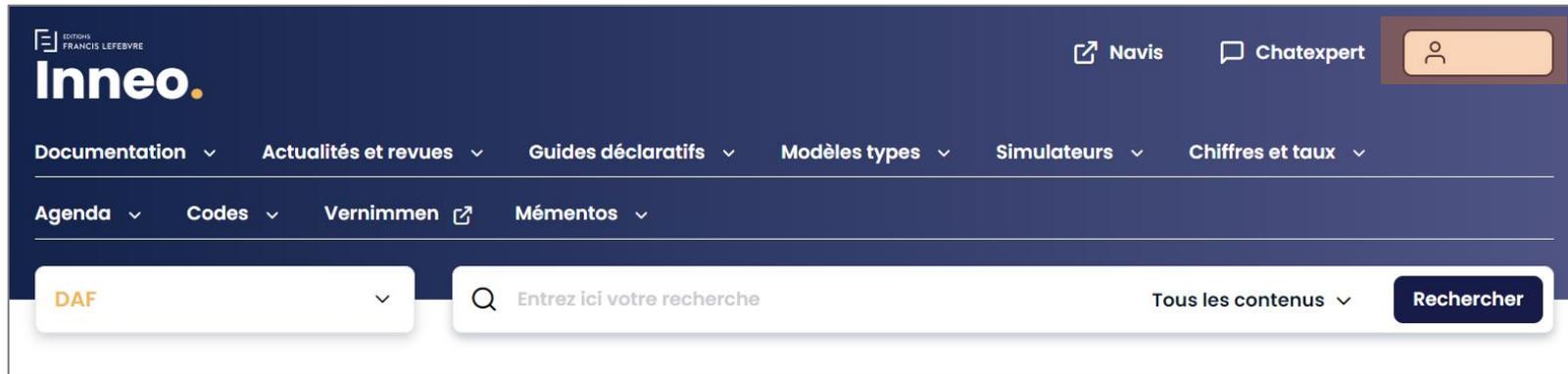
Progression 4 %

Barre de progression qui vous informe de votre degré d'avancement dans la rédaction de l'acte

Possibilité de revenir en arrière grâce au curseur qui vous indique les étapes de votre acte

L'espace utilisateur

Accédez à vos dernières recherches, dernières pages vues et actes en cours de rédaction depuis votre **espace utilisateur** : vous retrouverez votre tableau de bord.



Votre documentation

Accédez à **votre documentation** via l'onglet « **Documentation** » ou par le bloc bleu présent dans la colonne de droite.

The screenshot displays the Inneo website interface. At the top left is the logo for 'Editions Francis Lefebvre Inneo'. To the right are links for 'Navis' and 'Chatexpert', and a user profile icon. Below this is a navigation bar with several menu items: 'Documentation' (highlighted in a dark blue box), 'Actualités et revues', 'Guides déclaratifs', 'Modèles types', 'Simulateurs', and 'Chiffres et taux'. A secondary navigation bar includes 'Agenda', 'Codes', 'Vernimmen', and 'Mémentos'. Below the navigation is a search bar with the placeholder text 'Entrez ici votre recherche' and a 'Rechercher' button. To the left of the search bar is a 'DAF' dropdown menu. Below the search bar, the main content area features a 'Performance fiscale' tag and a headline: 'Opter dans le délai de réclamation pour les dispositifs de déduction exceptionnelle est possible', dated '29/01/2024'. The text below the headline states: 'Les entreprises éligibles aux dispositifs de déduction exceptionnelle peuvent opter pour l'application de ces dispositifs dans le délai de réclamation. Telle est la solution inédite du Conseil d'État, qui censure la doctrine administrative contraire.' On the right side of the page, there is a vertical blue sidebar with a list of categories: 'FINANCE ET TRÉSORERIE D'ENTREPRISE', 'GESTION COMPTABLE', 'PERFORMANCE FISCALE', 'TVA', and 'CONSOLIDATION', each with a right-pointing arrow.

Votre documentation

Une mission vous permet de retrouver **l'ensemble des informations et outils** qui sont disponibles en lien avec la thématique sélectionnée. Naviguer dans une documentation via les onglets. L'onglet **synthèse** étant l'onglet de référence.

Licenciement

Synthèse Aperçu Chiffres et tableaux Jurisprudence Dernières actualités Modèles types Simulateurs

» Définition

- + Motif du licenciement
- + Procédure de licenciement pour motif personnel
- + Procédure de licenciement pour motif économique
- + Contrôle et sanctions
- + Indemnité de licenciement

DÉFINITION

C. trav. art. L 1231-1 L 1231-4

Le licenciement est, pour l'employeur, le **mode de rupture de droit commun** du contrat de travail à durée indéterminée (la rupture du CDD est étu §). Si l'employeur veut rompre le contrat, il doit pouvoir justifier d'un motif légitime et mettre en œuvre la procédure de licenciement. Ces règles d'**ordre public** et le salarié ne peut pas y renoncer par avance.

La **décision de licencier** appartient au seul employeur. Elle ne peut pas être imposée par le juge (Cass. soc. 1-7-2009 n° 07-44.482 FS-PBR : RJS 10/0762 ; 9-4-2015 n° 13-23.314 F-D : RJS 7/15 n° 471).

S'agissant des conséquences d'un **abandon de poste** du salarié, voir §.

Précisions

a. L'employeur qui prononce un **licenciement de complaisance** à la demande du salarié ou déguise la rupture en licenciement s'expose, en cas de litige, aux tions du licenciement sans cause réelle et sérieuse. Employeur et salarié peuvent convenir de rompre le contrat de travail d'un commun accord (§). Mais le lice ment d'un salarié qui a manifesté l'intention de quitter l'entreprise ne constitue ni une rupture amiable, ni une démission (Cass. soc. 6-7-2011 n° 09-43.130 F : RJS 10/11 n° 741 ; 14-9-2017 n° 16-20.552 FS-PB : RJS 11/17 n° 736), et la volonté de l'intéressé ne suffit pas à légitimer la rupture (Cass. soc. 17-5-2011 n° 09-68.62 : RJS 8-9/11 n° 673).

b. La rupture, avant son terme, du contrat de travail d'un **fonctionnaire détaché** dans une entreprise privée constitue un licenciement (Cass. soc. 19-6-2007 n° 44.814 FS-PB : RJS 10/07 n° 1129), ce qui n'est pas le cas de la rupture à l'expiration normale de la période de détachement (Cass. soc. 13-11-2012 n° 11-22.940 F : RJS 1/13 n° 76).

Historiques et travaux

Vous retrouverez : actes en cours de rédaction rédigés via l'interface de rédaction ainsi que votre historique.

Mes historiques et mes travaux

Mes actes en cours Mes recherches enregistrées Mon historique de recherche Mon historique de navigation

1 2 3 >

Date	Nom de l'acte	Action
12/12/23	Acceptation d'un congé de formation aux fonctions de conseiller du salarié	 
17/10/23	Contrat de travail (cadres)	 
23/02/23	Convocation à l'entretien préalable (lic. de 2 à 9 salariés ; ent. avec IRP)	  
10/02/23	Indemnité contractuelle de rupture	 

Vous retrouverez ici les actes en cours de rédaction:

Vous pouvez reprendre la rédaction en cliquant sur 

Vous pouvez supprimer l'acte type en cliquant sur 

Le pictogramme  vous informe que votre acte-type a été mis à jour, vous avez alors la possibilité de reprendre votre rédaction sur l'ancien modèle ou le nouveau.

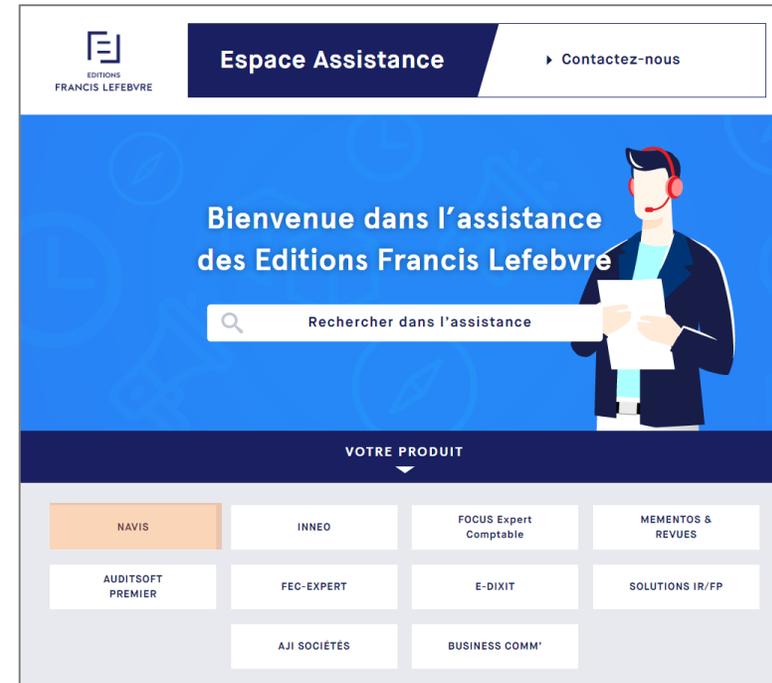
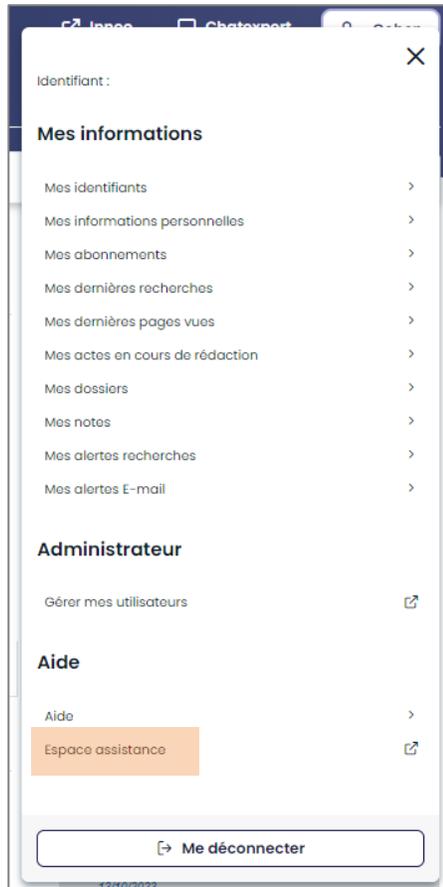
Vous accompagner au quotidien

- Espace Assistance
- Une question ?



Espace Assistance

Accédez à votre Espace Assistance depuis votre produit INNEO :



Cliquer sur la rubrique INNEO pour retrouver tous les tutoriels, les évolutions et mises à jour INNEO...

Une question ?

Téléphone : 01 83 10 10 10

Mail : pem-produits@lefebvre-dalloz.fr

Lefebvre Dalloz
ACTIVER LA CONNAISSANCE